

CANADA.

QUÉBEC, 3 FÉVRIER 1873.

Le Nouveau-Monde ne nous pardonnera jamais de l'avoir si cruellement châté et d'avoir dévoué en plein soleil sa turpitude, son ignorance et son hypocrisie. Aussi croit-il l'occasion bonne de nous donner le coup de pied... de l'âne; et cette occasion c'est la nomination de M. le Dr. Robitaille, comme ministre de la Puisseance, en remplacement de M. Chabais. Pour lui prouver que nous le trouvons parfaitement inoffensif nous allons reproduire textuellement sa gracieuse lettre contre nous :

« Il est certain que l'hon. M. Chabais a résigné le poste de Receveur-Général et qu'il est remplacé par M. le Dr. Robitaille, député de Beauport. »

« Ce changement de personnel ne peut avoir aucune signification en soi et ne saurait affaiblir ni renforcer le ministère. M. Chabais n'a joué qu'un rôle très-effacé dans la politique et le Dr. Robitaille n'a jamais brillé dans aucun débat. Nous ne lui connaissons aucune de ces qualités solides qui dispensent du brillant. Il vaut ni plus ni moins que son prédécesseur. »

« Cette modification offre pourtant un côté intéressant. Il est la preuve du profond mépris que le parti conservateur éprouve pour M. Cauchon et l'indifférence absolue qu'il lui témoigne. M. Cauchon n'a pas quitté le Sénat et entreprend la lutte dans Québec-Centre au prix de tant de sacrifices, pour le seul plaisir de la chose. Il avait évidemment des visées politiques; il voulait jouer un rôle important, forcer le ministère à compter avec lui, ruiner M. Langevin et recueillir la succession de M. Cartier. »

« A tout cela que répond le ministère? En acceptant la résignation de M. Chabais, ce qui crée une vacance, et en allant choisir bien loin derrière M. Cauchon, M. le Dr. Robitaille. »

« C'est un joli soufflet et un défi que le député de Québec centre n'aura certainement pas le cœur de relever. Il est vrai qu'il le tendra, et il n'a pas besoin de le dire. Comme Médée il aime à écrire. »

Nous ferons observer à la sainte feuille que tous ceux qu'elle tue, généralement se portent bien et que ses injures sont des compliments pour les gens respectables; que M. Cauchon n'est pas du tout jaloux de M. le Dr. Robitaille, qu'il voit avec plaisir dans le gouvernement; que n'ayant aucune ambition de ce côté, il ne serait, dans tous les cas, être jaloux de ses amis personnels; qu'indépendamment M. Cauchon n'a pas, « sans un but, entrepris la lutte à Québec-centre » où il a triomphé malgré tous, méchant garnement; que tous « les rôles importants » ne sont pas nécessairement administratifs, et qu'il ne de vait recueillir ni la succession de M. Langevin ni celle de Sir Georges Cartier.

Ayez donc un peu de patience pour les autres, vous qui n'avez encore absolument rien fait, malgré vos efforts pour être quelque chose. Vous, M. Beausoleil, par exemple, vous avez prétexté une candidature qui est rentrée comme elle est sortie, et cela pour vous donner la satisfaction de poser en homme important. Personne ne vous a pris au sérieux, croyez-le bien, quand vous avez dit que vous vous retiriez pour ne pas diviser le parti conservateur, car on savait ce que vous aviez fait dans le comité de l'Association et à Montréal pour le diviser, tandis que celui que vous voudriez, tandis si vous le pouviez, a été élu douze fois par le peuple, n'a jamais perdu d'élections, malgré souvent une opposition acharnée, a été deux fois ministre et président du Sénat, et sera élu, tant qu'il lui plaira, en plus d'un comté, comme vous devez le savoir.

Avant d'arriver jusque-là, comme on le voit, les Beausoleil et les Desjardins ont du chemin à parcourir !

Où, nous, nous seul et c'est assez » pour cette gente sans valeur, et nous l'avons suffisamment prouvé ce n'est pas pour rien, croyez-le bien, qu'elle nous appelle « l'homme le plus dangereux du pays. »

Mais, ce qui empêche surtout cette race infatigable de dormir, c'est la Gazette de Joliette, que pour son objet, elle suppose rédigée par nous. C'est un mensonge de plus à ajouter à ceux qu'elle prodigue chaque jour dans son inépuisable organe.

Son argument pour répondre à la Gazette de Joliette et lui prouver que nous ne sommes rien, c'est qu'on a préféré M. Robitaille à M. Cauchon. Mais, alors, quelle opinion faut-il avoir de ces illustres, qui ont même eu peur de regarder en face une seule candidature? Si on ne peut être quelque chose que lorsqu'on est ministre, quand serez-vous donc quelque chose, grand Dieu?

Ce n'est pas la première fois que le Nouveau-Monde annonce la mort de la Gazette de Joliette. Combien de milliers de louis ce « soldat de Dieu » a-t-il coûté à ses pauvres souscripteurs, lorsque ses abonnés faisaient défaut, et qui ignore, cependant, qu'il s'en va dans le mal de poitrine.

Nouvelles générales.

PÊTES LÉGALES.

(Stat. du Canada XXXV, Vie, chap. 4, § 4.)

Dans la Province d'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse : les dimanches, le Vendredi-Saint, le jour de Noël et l'anniversaire de la naissance du Souverain régnant et tout jour fixé par proclamation comme jour de fête publique, ou comme jour de jeûne ou d'actions de grâces générales pour toute la Puisseance.

sance; et le jour qui suit le jour de l'an et le jour de Noël, quand ces fêtes tombent le dimanche.

Et, dans la Province de Québec, les mêmes jours seront observés comme fêtes légales en y ajoutant : l'Épiphanie, l'Annunciation, l'Ascension, la Fête-Dieu, le jour de la fête de St. Pierre et de St. Paul, la Toussaint, le jour de la Conception et le jour fixé par le lieutenant-gouverneur comme jour de fête publique ou comme jour de jeûne ou d'actions de grâces.

Les noms de tous les officiers de la milice canadienne active ont été envoyés au bureau de la guerre, en Angleterre, pour être insérés dans le prochain numéro de la British Army List.

M. l'évêché Thompson a été élu président et M. W. Howland, vice-président du bureau de commerce de Toronto.

La Gazette de Montréal, annonce la nomination des directeurs du chemin de fer du Pacifique.

Pour l'Ontario : Walter Stanley, de Prescott; Major Walker, de London; Col. Cumberland, de Toronto; D. McInnes, de Hamilton; M. Sandford, d'Ottawa.

Pour Québec : Sir Hugh Allan, hon. D. Beaubien, commissaire des terres de la couronne, de Québec; J. B. Brandy, Montréal, et R. N. Hall, Sherbrooke.

Pour la Nouvelle-Ecosse : hon. A. G. Archibald.

Pour le Nouveau-Brunswick : E. R. Burges.

Pour Manitoba : Andrew McDermott.

Pour la Colombie anglaise : hon. Dr. Helmcken.

Sir Hugh Allan, est président; M. Major Walker, vice-président.

Incendie du Palais de Justice.

Notre ville a à déplorer, en ce moment le plus grand désastre qui ait jamais fondé sur elle, et pourtant l'on sait que les malheurs ne l'ont pas épargnée. On ne se fait pas généralement une idée de la perte immense, irréparable que nous venons de subir par l'incendie du Palais de Justice. Nous pouvons dire ici, sans exagération, que les incendies de 1845, 1866 et autres ne sont rien, comparés aux conséquences désastreuses qu'entraîne celui qui marquera la nuit du 2 au 3 février 1873. Un membre du Barreau de Québec nous disait, ce matin, que dans 20 ans et peut-être dans 50 ans d'ici on ressentira encore les effets de la perte que l'on vient de faire.

C'est un peu après minuit, dans la nuit de samedi à dimanche, que le télégraphe d'alarme avertissait les hommes de la brigade qu'un incendie était déclaré dans la circonscription qu'enbrasse la boîte n° 5. Un gardien de nuit employé par M. Gingras, le gardien du Palais de Justice, en faisant sa ronde, sentit tout à coup une odeur de fumée et en avertit aussitôt M. Gingras. Celui-ci, qui était au lit, se leva et l'on fit des recherches pour constater d'où provenait cette fumée. En même temps, le fils de M. Gingras se rendit en toute hâte chez M. Hossack pour obtenir la clef de la boîte n° 5 et donner l'alarme, ce qui fut fait sans perdre un instant.

Quand les pompiers arrivèrent une épaisse fumée sortait déjà du bureau de greffier de la Couronne, et le plancher de ce bureau ne tarda pas à s'enflammer. La bûche se dévint bientôt de fumée, en sorte qu'il devint très-dangereux d'y pénétrer pour sauver quelque chose. Au lieu de donner l'alarme à la boîte n° 5, on aurait dû la donner au No. 4. Cette erreur a été cause que l'eau a été tournée précisément au point où l'on en avait le plus besoin.

Pendant ce retard malheureux, le feu faisait des progrès rapides. Le malheureux voulut de plus qu'une explosion de gaz se produisit avec un grand fracas, en sorte que tous les « coussins » devinrent inutilisés, et trois heures après le premier cri d'alarme tout était à peu près fini.

On a pu traverser le bureau d'enregistrement au moyen de doubles portes de fer, et les dossiers sont sauvés. La police qui est arrivée sur les lieux de très-bonne heure, avec MM. Hougham et Voyer, a travaillé avec une grande vigueur pour sauver quelque chose. Nous n'avons heureusement que quelques accidents d'un caractère peu sérieux, arrivés à deux ou trois hommes de la brigade qui se sont comportés, en cette circonstance avec leur zèle ordinaire, et qui ont affronté des dangers qui auraient pu leur être fatals.

On a pu sauver plusieurs papiers importants, entre autres les livres du bureau du magistrat de Police. Mais tous les documents concernant des causes pendantes à la cour supérieure sont en cendre, et c'est là une perte irréparable, comme elle des dossiers des Bureaux des protonotaires et d'autres départements. Le bureau du shérif a été préservé. Bien entendu, on ignore en quel état sont les papiers n'informés dans les votes, qui n'ont pas encore été ouverts.

Le Chronicle fait remarquer que samedi, le 2 février, était le 50^e anniversaire de l'incendie du Parlement de Québec.

Le Palais de Justice était assuré pour \$40,000 aux assurances suivantes : Phoenix, \$10,000; London Association Corporation, \$10,000; Assurance Royale, \$10,000; Compagnie d'Assurance de Québec, \$5,000; North British and Mercantile, \$5,000.

La bibliothèque du Barreau est assurée pour la moitié de sa valeur, qui est estimée à \$25,000.

C'est une journée d'épreuve pour les pompiers, car ils ont dû travailler une grande partie de la journée d'hier pour faire disparaître les derniers vestiges de l'incendie. Ils venaient à peine de rentrer dans leurs stations, hier, lorsque vers 2 heures de l'après-midi, le télégraphe les appelait à se rendre au faubourg Saint-Jean, rue Saint-Joseph, où une maison en briques appartenant à un nommé St. Amant a été réduite en cendres, et une maison voisine en bois endommagée.

On nous écrit de la Rivière-du-Loup en haut, à la date du 1^{er} février :

« Il y a de nouvelles dans ce triste caisson, où les malades continuent de mourir malade. Nous n'aurons pas d'amélioration, tant que le chemin de fer du Nord, que nous attendons anxieusement, ne sera pas fait. Une autre raison qui nous fait désirer ce chemin est la cherté du bois de chauffage, laquelle est sans exemple; on compte sur le charbon qui deviendra plus à notre portée comme un auxiliaire. »

L'herbe à papier qui se trouve sur nos terres et dans les haies, commence à occuper l'attention à tel point qu'il en a été expédié, l'automne dernier, des quantités aux États-Unis. Elle coûte, sur les lieux, à peine le prix du fagage.

« On parle d'une compagnie qui viendrait se fixer à Maskinonge, pour y établir une fabrique de papier. En effet, pourquoi ne l'établirait-on pas sur les lieux où se trouvent la matière première et des bras à bon marché pour la faire. »

« On a appris ici qu'il y avait eu bagarre, à Sorel, à propos des élections municipales. »

L'affaire Belle.

Nous trouvons dans la Gazette de Montréal des remarques très-vives contre le gouverneur local et contre M. Belle à propos des accusations portées contre l'agent d'immigration de Montréal, au point que nous devons reprocher à notre confrère la passion, l'esprit de persécution qu'il montre contre un employé qui n'a d'autre tort que d'être Canadien-français.

Notre confrère refuse de prendre notre parole que le gouvernement a nommé un commissaire et il s'empare contre l'indifférence des ministres.

Ce sont des reproches que la prudence n'admet pas, puisque M. le shérif Leblanc est aujourd'hui en possession de la commission qui lui confie les soins de cette enquête.

Le gouvernement n'a certainement rien à se reprocher. Voici les faits : Le 7 décembre 1872, le nommé Hans Müller envoya sa plainte au gouverneur. Il était venu ici depuis environ 15 jours auparavant, porter ses accusations verbalement. Il lui fut intime alors que la dénonciation devait être formulée par écrit et accompagnée de certificats de personnes comme attestant sa crédibilité. Il promit d'obtenir les certificats et nomma plusieurs personnes qui se feraient un plaisir de le signer. Il ajouta même qu'il produirait, avec sa plainte, les affidavits de plusieurs émigrants pour appuyer les accusations d'immoralité.

En conséquence, sa plainte il dit qu'il s'empare de la faire parvenir au département en avant de certains certificats à l'appui de quelques-unes de ses accusations. Les plus importantes, faisant allusion aux certificats et affidavits qu'il avait promis d'envoyer; qu'il le verra le lundi soir prochain avec d'autres rapports qui lui restent. Le 9 décembre, 2 jours après, Müller transmit à M. Lesage deux lettres, l'une de Pratte qui demandait que sa lettre restât confidentielle, l'autre de Vancouver. En transmettant ces lettres, il promettait encore les certificats de mandes. Il n'a rien envoyé depuis. Et c'est tout.

Müller était pour le gouvernement un parfait inconnu. Était-ce un aventurier, était-ce un homme digne de foi, nul ne le savait. Le gouverneur ne connaissait qu'une chose : qu'il avait été employé par M. Belle pendant deux fois, croyons-nous, et qu'il lui avait été chassé par lui; que le nommé Müller en sortant avait réclamé de M. Belle comme balance de gages la somme de \$14 que celui-ci refusait de payer et que sur ce refus, Müller lui fit des menaces.

Le gouverneur se demanda naturellement pourquoi le nommé Müller avait trouvé que tout allait bien tout le temps qu'on le laissait aller lui-même? Et si ce n'était pas de dépit de perdre sa place et ses \$14 qu'il décidait à monter une conspiration contre M. Belle?

Qu'on n'oublie pas une chose; c'est que Müller n'a jamais envoyé au gouvernement les certificats qu'il avait promis et qu'on a vu la première nouvelle que le gouverneur a eue, c'est que ces documents devaient être envoyés à un journal pour publication.

Si le gouverneur est obligé d'écouter le premier venu qui a se venger d'un employé, surtout d'un fidèle employé de vingt années comme M. Belle, autant vaut tout de suite dire adieu à la carrière administrative. Or, Müller n'est rien autre chose qu'un premier venu sans responsabilité, qu'on ne peut mettre au rang de M. Belle. Et si M. Belle n'est pas lui-même demandé l'enquête, le gouverneur n'aurait pas été justifié de céder aux sollicitations d'un inconnu qui avait apparemment pour mobile la vengeance.

Si les plaintes de Müller eussent été fondées, il eût dû les faire à mesure qu'elles parvenaient à sa connaissance et non attendre six mois après. Nous pourrions dire la même chose de la femme Vancouver qui n'a senti sa pudeur blesée qu'un semestre après coup.

Nous l'avons dit et nous le répétons. Il y a à quelque part une conspiration contre M. Belle et il pourrait arriver que l'enquête dévoilât d'autres coupables que celui que l'on désigne.

Nous savons que les ennemis de M. Belle, car ennemi il y a, font tout pour le ruiner et en ce moment pour recueillir contre lui le témoignage d'émigrants mécontents. Qu'est-ce que cela prouvera?

Il nous est arrivé de l'étranger des personnes excessivement respectables que notre pays est aujourd'hui fier de posséder. Mais de même que notre pays envoie aussi parfois ailleurs des sujets d'une recommandable, de même les autres pays nous envoient. Si les autres pays nous envoient, à la Maison d'Emigration sans travailler. A d'autres, il aurait été obligé de fournir la table du Saint-Lawrence Hall. En attendant ces gens-là à la raison, il s'en fait des ennemis qui vont à cher de s'en venger aujourd'hui; voilà le secret de tout le bruit qu'on monte actuellement. —Munee.

crêt de tout le bruit qu'on monte actuellement. —Munee.

ESPAGNE.

Tout est les nouvelles de la Navarre nous représentent cette province comme dominée en réalité par les carlistes. Les bandes entrent dans les villes et en chassent les garnisons; elles n'éprouvent aucune difficulté à leur faire rendre les armes, non plus qu'à percevoir pour leur compte les contributions dues au gouvernement.

L'agitation grandit dans la Biscaye et dans la Manche; les bandes, au lieu d'être composées comme dans la période qui vient de finir, de 50 à 60 hommes, sont désormais beaucoup plus fortes et vont à envahir chaque jour le nombre de leurs soldats.

Le ministère a tenu un grand conseil de guerre; il a décidé de confier au général Moriones le commandement des troupes qui doivent opérer contre les carlistes. Il a également résolu de donner des fusils à tous les gars nationaux volontaires des provinces soulevées. Malheureusement pour lui, les caisses du Trésor sont à sec, et l'argent lui fait complètement défaut pour exécuter ce projet.

L'Union nationale, de Montpellier, se dit en mesure de démentir formellement la dépêche par laquelle l'Agence Havas annonçait que les carlistes s'étaient servis du pétrole pour brûler une station du chemin de fer du Nord.

« Cette infâme calomnie, lui écrit-on, doit être attribuée à la frayeur qu'inspire au roi savoyard l'importance du nouveau soulèvement, qui menace sérieusement son trône. »

L'instruction de l'affaire Bazaine avance de telle sorte que l'on peut commencer à prévoir le moment où les débats s'ouvriront, mais on est assez embarrassé, nous assure-t-on, pour la composition du conseil de guerre qui sera appelé à juger le maréchal.

En vertu des règlements en vigueur, le conseil de guerre devant lequel doit comparaître un maréchal doit être composé de trois maréchaux ou amiraux, de trois généraux de division ou de la présidence d'un maréchal ou d'un amiral.

Qu'aucun des cinq maréchaux existant aujourd'hui n'est en position de siéger à ce conseil pour différentes raisons.

M. Baraguey d'Hilliers a présidé le conseil d'enquête qui renvoie M. Bazaine devant le conseil de guerre. MM. de MacMahon, Canrobert et Leboucq ont été en relation de commandement ou sous les ordres de M. Bazaine pendant la guerre de 1870.

Restent les deux amiraux Rigault de Genouilly et Trehouart, qui, l'un et l'autre, dit-on, invoquent, pour se dispenser de cette lourde et désagréable mission, l'état de leur santé.

Il n'y a donc personne, en fait d'amiraux et de maréchaux, à faire entrer dans le conseil de guerre.

Aussi parle-t-on, pour le premier, du plus ancien des généraux du monde, le comte de Schram, âgé de 82 ans, divisionnaire de septembre 1830, général de 1813.

Si l'on admet la possibilité de remplacer les maréchaux, les amiraux par des généraux de division ou par des vices-amiraux, il est hors de doute que le conseil est facile à former, les généraux des armées de Sedan, de l'intérieur de Paris, de la Loire, etc., n'ayant en aucun contact avec l'accusé pendant la guerre, et échappant ainsi aux exceptions de la loi militaire qui ne permet pas la présence, comme membre du conseil, de tout individu s'il a connu de l'affaire comme administrateur, s'il a déposé comme témoin ou été sous les ordres de l'accusé.

Beaucoup de généraux ayant exercé des commandements en chef en 1870-71 en dehors de l'armée de Metz, il est à présumer que les juges du conseil seront choisis parmi eux.

Nous croyons que l'on saura, sous peu de jours, à quoi s'en tenir à cet égard.

BULLETIN TELEGRAPHIQUE.

Service général.

DÉPÊCHE DE CE MATIN.

ANGLAIS.

Londres, 1^{er} février.

La première neige de la saison est tombée à Londres-matin. Il n'en est tombé qu'une couche légère.

Londres, 2^e février.

Un accident est arrivé aujourd'hui, sur le chemin de fer de Londres, et du nord-ouest, à Stafford, où plusieurs personnes ont été tuées et blessées.

FRANCE.

Paris, 1^{er} février.

La communication entre San Sebastian et l'intérieur a été interrompue par les Carlistes, et aucun mail n'a été reçu de cette partie de l'Espagne à Paris, depuis trois jours. Il n'y a aucune communication avec Bilbao excepté par mer, et l'on apprehende une attaque sur cette ville par les Carlistes.

Une bande de Carlistes retranchée à Starries a été attaquée par des troupes royales et a maintenu sa position, après un combat de trois heures. Les insurgés s'attribuent la victoire.

TURQUIE.

Constantinople le 1^{er} février.

Le Sultan va assister à l'Exposition de Vienne, et il laissera la direction du gouvernement à Wousséffeddin Effendi, et avant de partir, il déclarera ce dernier héritier du trône.

Autriche.

Vienne, 2^e février.

L'édifice de l'Exposition est complet. On croit que le Sultan assistera à l'ouverture.

PRUSSE.

Berlin, 31 janvier.

Les peintres en bâtiment ne sont mis en grève en cette ville. La grève n'est que générale, mais elle menace de le devenir.

ESPAGNE.

Madrid, 1^{er} février.

Pendant la séance de la chambre basse, aujourd'hui, le sénor Zorilla, le président du conseil, a demandé une appropriation de 12 millions de réaux, pour permettre au gouvernement de mettre en ordre toutes les lignes télégraphiques du royaume.

En réponse à une interpellation concernant le mouvement insurrectionnel dans le nord, le sénor Zorilla a dit qu'il regrette d'annoncer que les bandes carlistes étaient réduites coupables de beaucoup d'exces. Il a déclaré que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

Agence télégraphique pour le Canada : FABRE ET GRAVEL, Montréal. 1^{er} fév. 1873. 1^{er} fév.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection sera bientôt étouffée et que la communication sera rétablie avec la France.

On lui a dit que les troupes royales pouraient vigoureusement les insurgés. Le gouvernement a été informé qu'une bande carliste avait été débusquée à Muesara. Il a assuré que l'insurrection

